

Unité départementale de la Marne
Parc Technologique Henri Farman
10 rue Clément Ader
51100 REIMS

REIMS, le

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/07/2022

Contexte et constats

Publié sur 

LA CHAMPAGNE de COLIGNY

2 AVENUE DE LA GARE COLIGNY
51130 VAL DES MARAIS

Références : D3 i 2022-652

Code AIOT : 0005701694

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/07/2022 dans l'établissement LA CHAMPAGNE de COLIGNY implanté CA LA CHAMPAGNE 51130 VAL DES MARAIS. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a été réalisée dans le cadre d'une action locale de la DREAL Grand Est relative à la prévention des risques dans les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires et de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables, en période de moisson. Ce contrôle a eu lieu de manière inopinée.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LA CHAMPAGNE de COLIGNY
- CA LA CHAMPAGNE 51130 VAL DES MARAIS
- Code AIOT : 0005701694
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

La « Coopérative Agricole de la Champagne » est autorisée à exploiter une installation de stockage de céréales sur la commune de VAL-DES-MARAIS (51 130).

Le site est composé de plusieurs bâtiments de stockage nommés silo 1981, silo 1977, silo 1973 et silo privé.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Propreté – empoussièrement
- Formation
- Consignes de sécurité et procédures d'exploitation
- Conditions d'ensilage

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Formation	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
3	Propreté – empoussièrem ent	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Consignes de sécurité et procédures d'exploitation	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4	/	Sans objet
4	Propreté – fréquence de nettoyage et registre	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13	/	Sans objet
5	Propreté – dispositif de nettoyage	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13	/	Sans objet
6	Conditions d'ensilage	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 14	/	Sans objet
7	Prévention des incendies et des explosions	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	/	Sans objet
8	Moyens de lutte contre l'incendie	AP Complémentaire du 20/07/2011, article 9	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à la visite et à la transmission des documents par l'exploitant, il a été relevé plusieurs non-conformités nécessitant la mise en place d'actions correctives.

Il est proposé de demander à l'exploitant les éléments relatifs aux actions correctives sous un délai contraint de 1 mois. Un projet de courrier en sens est proposé à Monsieur le Préfet de la Marne.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Formation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Formation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux caractéristiques du silo et aux questions de sécurité. Le personnel doit recevoir une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'activité de l'établissement. Cette formation doit faire l'objet d'un plan formalisé. Elle doit être mise à jour et renouvelée régulièrement.
Constats : Le jour de la visite, il n'a pas été possible de consulter le registre de formation. En effet, celui-ci n'est disponible qu'en version dématérialisée. Selon les déclarations du chef de silo, 5 personnes intérimaires sont venues renforcer ses effectifs pour la campagne. Celles-ci auraient été formées sur le site de Sézanne. Par courriel en date du 20/07/2022, la responsable QSE du groupe a transmis à l'inspection: - le registre de formation du personnel NOVAGRAIN, - le diaporama de formation du personnel intérimaire, avant prise de poste. Les attestations de formation du personnel intérimaire n'ont pas été transmises. Proposition de l'inspection: L'exploitant devra transmettre à l'inspection une copie des attestations et/ou du registre de formation du personnel intérimaire, sous un mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Consignes de sécurité et procédures d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Permis de feu
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les consignes de sécurité et les procédures d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer en marche normale, à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien des installations et à la remise en service de celles-ci en cas d'incident grave ou d'accident. Les consignes de sécurité sont tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Les procédures d'exploitation sont tenues à jour et mises à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Par courriel en date du 20/07/2022, la responsable QSE du groupe a transmis à l'inspection la procédure de permis de feu ainsi qu'un modèle de permis de feu. Les documents présentés n'appellent pas de remarque.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Propreté – empoussièrement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Propreté
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler.
Constats : Le jour de la visite, seul le silo 1981 a été visité. Il a été constaté: <ul style="list-style-type: none">- une fuite de grains au niveau de l'élévateur de la fosse au 3^e étage, en cours de réparation;- le bourrage du tapis en galerie sur cellules (2^e étage), en cours de nettoyage;- la présence de grains au 1^{er} étage suite au bourrage du tapis en galerie sur cellules;- quelques grains en galerie sous cellules, issus également du bourrage du tapis. Il a également été constaté l'empoussièrement des 1 ^{er} , 2 ^e , 3 ^e et 4 ^e étages. Proposition de l'inspection: Au jour de la visite, la période des moissons se terminait. L'inspection propose que l'exploitant lui transmette un reportage photographique suite au nettoyage ainsi qu'une copie du registre de nettoyage post-moisson, sous un mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Propreté – fréquence de nettoyage et registre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Propreté
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les procédures d'exploitation. Les dates de nettoyage doivent être indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Le nettoyage fait l'objet d'une procédure et d'un enregistrement. Un registre par silo est disponible sur le site. Les enregistrements sont réguliers.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Propreté – dispositif de nettoyage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Propreté
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le nettoyage est réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration. Ces appareils doivent présenter toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion. Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage tels que l'utilisation de balais ou d'air comprimé doit être exceptionnel et doit faire l'objet de consignes particulières.
Constats : Le jour de la visite, il est constaté la présence d'un aspirateur de la marque PHARAON. Il n'a pu être vérifié que cet appareil est compatible avec l'usage qu'il en est fait. Par courriel en date du 20/07/2022, l'exploitant a transmis des photographies des plaques techniques de deux aspirateurs du site. Il apparaît que ceux-ci sont IP 55 et donc compatibles pour une utilisation en zone ATEX.
Observations : L'inspection propose à l'exploitant d'améliorer l'identification des aspirateurs par la pose d'un autocollant ATEX.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Conditions d'ensilage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 14
Thème(s) : Risques accidentels, Thermométrie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant doit s'assurer périodiquement que les conditions d'ensilage des produits (durée de stockage, taux d'humidité, température, etc.) n'entraînent pas des dégagements de gaz inflammables et des risques d'auto-échauffement. La température des produits stockés susceptibles de fermenter est contrôlée par des systèmes de surveillance appropriés et adaptés aux silos. Les relevés de température donnent lieu à un enregistrement.
Constats : Le suivi de la thermométrie est informatisé et centralisé pour l'ensemble des cellules de stockage depuis quelques mois. Le jour de la visite, le chef de silo a été en capacité d'éditer un relevé des températures en quelques instants. Celui-ci a été remis à l'inspection. La ventilation des cellules est réalisée manuellement.
Observations : Il a été noté que la période de moissons de 2022 se fait sous des conditions météorologiques exceptionnelles avec des températures élevées, de jour comme de nuit. A l'arrivée au silo, les grains présentent des températures supérieures au seuil d'alerte fixé à 30°C. L'inspection enjoint l'exploitant à réfléchir à une organisation interne afin de mettre en place des seuils d'alerte et d'alarme correspondant aux conditions d'ensilage du moment, de sorte que le seuil d'alarme (rouge) soit vraiment utile et ne signale que les dépassements dus à une élévation anormale de température et non aux conditions d'ensilage.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place les mesures de prévention adaptées aux silos et aux produits, permettant de limiter la probabilité d'occurrence d'une explosion ou d'un incendie, sans préjudice des dispositions du code du travail. Il assure le maintien dans le temps de leurs performances. Dans les locaux de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendies, notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, les installations électriques, y compris les canalisations, doivent être conformes aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100 relative aux locaux à risque d'incendie.</p> <p>Le silo est efficacement protégé contre les risques liés aux effets de l'électricité statique, des courants vagabonds et de la foudre.</p> <p>Les appareils et systèmes de protection susceptibles d'être à l'origine d'explosions, notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, doivent au minimum :</p> <ul style="list-style-type: none"> - appartenir aux catégories 1D, 2D ou 3D pour le groupe d'appareils II (la lettre "D concernant les atmosphères explosives dues à la présence de poussières) telles que définies dans le décret n° 96-1010 du 19 novembre 1996 relatif aux appareils et aux systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphère explosible ; - ou disposer d'une étanchéité correspondant à un indice de protection IP 5X minimum (enveloppes "protégées contre les poussières dans le cas de poussières isolantes, norme NF 60-529), et posséder une température de surface au plus égale au minimum des deux tiers de la température d'inflammation en nuage et de la température d'inflammation en couche de 5 mm diminuée de 75 °C. <p>L'exploitant doit tenir à la disposition de l'inspection des installations classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ; - l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté. <p>Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Le silo ne doit pas disposer de relais, d'antenne d'émission ou de réception collective sous ses toits, excepté si une étude technique justifie que les équipements mis en place ne sont pas source d'amorçage d'incendie ou de risque d'explosion de poussières. Les conclusions de cette étude doivent être prises en compte dans l'étude préalable relative à la protection contre la foudre.</p>
<p>Constats : Le jour de la visite, il n'a pas été possible de consulter les rapports de vérification.</p> <p>Par courriel en date du 20/07/2022, l'exploitant a transmis:</p> <ul style="list-style-type: none"> - le rapport annuel ICPE - société DEKRA - en date du 13/09/2021; - le rapport de contrôle des installations électriques HT et BT - société DEKRA - en date du 13/09/2021. <p>Après étude des documents, il apparaît que des observations ont été émises par la société DEKRA.</p> <p>Aucune non conformité mineure ou majeure n'a été relevée.</p>
<p>Observations : Malgré l'absence de non conformité, l'inspection rappelle à l'exploitant que les observations émises par son bureau d'étude révèlent l'usure de certains matériaux. Des travaux doivent être réalisés avant le prochain contrôle annuel.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/07/2011, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, cuves aériennes
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'établissement possède des réserves d'eau de 280 m3 de capacité globale constituées de 2 cuves aériennes de 80 m3 chacune dans l'emprise du site et une citerne enterrée de 120 m3 sur un terrain communal à l'entrée de l'établissement.
Constats : Le jour de la visite, il est constaté que le panneauage relatif aux 2 réserves aériennes est illisible.
Observations : L'inspection enjoint l'exploitant d'effectuer la remise en état du panneauage afin que les réserves d'eaux incendie soient facilement identifiables sur le site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet